

Escalade massive : l'Europe utilise l'Ukraine pour étendre la guerre | Pr Glenn Diesen

La guerre par procuration de l'OTAN en Ukraine est en train de se transformer en une guerre directe entre l'UE et la Russie. Et les va-t-en-guerre de Bruxelles aggravent encore la situation en attaquant des civils dans le Donbass et en Russie même. Les colombes du Kremlin, y compris Vladimir Poutine, manquent d'options pour contenir leurs propres faucons. Dans l'état actuel des choses, une guerre totale entre l'UE et la Russie n'est pas seulement possible, mais désormais probable. Mais dans quel but ? Je suis aujourd'hui accompagné de mon collègue, le professeur Glenn Diesen, pour discuter de ce qu'il a appris au fil de ses nombreux entretiens avec des spécialistes de haut niveau des relations internationales en Russie et en Occident, et de la direction que prennent les événements. Liens :

Glenn Diesen sur YouTube : <https://www.youtube.com/@GDiesen1> Glenn Diesen sur Substack : <https://glennDiesen.substack.com> Neutrality Studies sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Donations :

<https://neutralitystudies.com/donate> Chapitres : 00:00:00 Introduction 00:00:29 Escalade de l'OTAN et riposte russe 00:19:02 L'Iran et la logique de la dissuasion 00:25:40 L'Europe et le piège de la guerre auto-réalisatrice 00:32:18 Dissidence face aux sanctions et formation de masse 00:39:36 Censure de la propagande et débat ouvert 00:45:41 Issue du conflit en Ukraine et ordre sécuritaire 00:50:49 Déclin des États-Unis et stratégie de guerre par procuration 01:00:33 Réalisme, neutralité et perspectives d'avenir

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Aujourd'hui, nous avons le plaisir d'accueillir l'unique professeur Glenn Diesen. Je suis sûr que je n'ai pas besoin de vous le présenter. Il anime un excellent podcast sur YouTube, à son nom, Glenn Diesen. Glenn, bienvenue.

#Glenn Diesen

Ravi de vous revoir, Pascal Lottaz.

#Pascal

C'est un vrai plaisir de te voir aussi. Et c'est génial de voir ta chaîne grandir, encore et encore. Tu fais un travail remarquable. Et justement, c'est de ça que je voulais te parler. Tu as reçu plusieurs invités vraiment impressionnants dans ton émission. L'un d'eux, bien sûr, c'est le professeur Karaganov, en Russie — l'un des faucons de la politique étrangère russe, mais aussi l'un des plus importants. Tu invites régulièrement John Mearsheimer dans ton podcast, ainsi que Jeffrey Sachs. Et

j'ai l'impression que toutes les capitales européennes devraient, en ce moment, tirer la sonnette d'alarme... mais ce n'est pas le cas. Alors, comment tu interprètes toutes ces informations en direct que tu reçois du monde entier sur les relations internationales ?

#Glenn Diesen

Eh bien, ma principale inquiétude aujourd'hui, c'est qu'on est un peu comme la grenouille dans l'eau qui chauffe. Parce qu'au sein de l'OTAN, on a souvent cette approche graduelle. On avance petit à petit, au lieu de prendre de grandes décisions d'un coup. Et ça crée de gros... Je prends souvent l'exemple de la défense antimissile. Je me souviens qu'au milieu des années deux mille, on se moquait des Russes en disant : écoutez, on va juste installer dix missiles intercepteurs en Pologne. Il n'y a aucune chance que ça menace la Russie. C'est absurde.

Mais, vous savez, en même temps, on entendait dans les think tanks qu'ils disaient : bon, on commence avec dix, on met en place un système, et ensuite on l'élargit petit à petit. Et puis, tout à coup, ces dix sont devenus plusieurs centaines. C'est un peu comme ça que fonctionne l'approche graduelle. Et on a fait la même chose — enfin, pour en venir au point — dans la guerre en Ukraine. On a commencé par envoyer des munitions. Je me souviens des Javelins, que Trump avait envoyés, et qui étaient déjà considérés comme problématiques. Puis, petit à petit, on a ajouté des chars, des systèmes d'artillerie, des HIMARS. Je prends toujours l'exemple de Joe Biden, qui disait qu'on ne pouvait pas envoyer des F-16, parce que ça signifierait la Troisième Guerre mondiale. Si vous répétez ça aujourd'hui, on vous accuserait de diffuser de la propagande russe. On vous dirait que, bien sûr, on ne fait qu'aider.

On ne peut pas dire qu'on aggrave la situation en aidant, même si, pendant longtemps, la plupart des pays européens refusaient d'envoyer des armes à des pays en guerre, justement parce que cela ferait de nous des participants. C'était du bon sens. C'était le consensus. C'était logique. Aujourd'hui, on n'a même plus le droit de le dire sans se faire salir. Et avec cette approche graduelle, ces petits pas successifs, je crois qu'on ne se rend pas compte à quel point on est allés loin. Parce que maintenant, bien sûr, nous sommes profondément impliqués dans les attaques contre la Russie. J'avais déjà souligné ce point l'an dernier, avec ces frappes à longue portée, où les armes viennent de chez nous. Les planificateurs militaires fixent les objectifs. Nos responsables politiques, eux, déclarent que notre but devrait être de frapper en profondeur en Russie, de détruire son infrastructure énergétique. Et le renseignement, lui, est collecté par nos propres services.

C'est eux qui font le ciblage. Nos satellites guident les missiles. Donc, on est profondément impliqués, à tous les niveaux. Ce n'est même plus... Vous avez mentionné John Mearsheimer. J'ai parlé d'une guerre par procuration, et il m'a dit : « Glenn, en réalité, on a dépassé ce stade. L'OTAN attaque désormais directement la Russie. » Et bien sûr, la dernière étape qu'on voit maintenant, c'est cette nouvelle forme d'incrémentalisme. Les Russes disent : « Ah, voilà, les drones attaquent maintenant la région baltique de la Russie, la côte de la Baltique, d'où une grande partie du pétrole russe est exportée. » Et ça passe par les États baltes, par leur territoire. Vu la distance, il est très

probable que ces drones soient même lancés depuis les États baltes. Au début, ils ont nié : « Non, non, ce n'est pas le cas. » Et puis, bien sûr, ils ont fini par dire : « Oui, c'est vrai, mais nous n'avons pas autorisé les Ukrainiens à utiliser ce territoire. »

Et puis, d'une certaine manière, c'est aussi la faute des Russes, parce que ces drones ne seraient même pas là sans l'attaque non provoquée de la Russie. Et maintenant, on en arrive à entendre le Premier ministre suédois dire : écoutez, si les drones s'écrasent dans des pays de l'OTAN, on devrait au moins les aider à aller dans la bonne direction, vers la Russie. Vous voyez, c'était pareil avec les frappes à longue portée. Au début, on disait : on ne va pas fournir d'armes à longue portée. Puis, d'accord, on va en donner, mais avec des restrictions sur la façon dont elles peuvent être utilisées. Et petit à petit, ces restrictions disparaissent. Donc aujourd'hui, nous sommes comme la grenouille dans l'eau qui chauffe : nous avons attaqué la Russie, et les Russes en sont arrivés à la conclusion que ça ne peut plus durer. Il est temps pour eux de riposter.

#Pascal

Oui. Et ce qui est terrible, c'est que M. Karaganov, dans son entretien avec vous, a dit qu'il avait longtemps été cette voix isolée, dans le désert, qui disait : il faut frapper l'Europe. Et aujourd'hui, il semble avoir pas mal de soutien, à la fois dans les cercles de décision en Russie, mais aussi au sein de la population en général. Et si j'écoute ce que nous dit notre collègue Stas Krapivnik, c'est la même chose. Les Russes en ont tout simplement assez d'être sans cesse pris pour cibles. Pendant ce temps, les Européens se cachent derrière l'argument : « nous ne faisons pas partie de la guerre », alors qu'ils font tout ça, et ouvertement. Et ce week-end — nous sommes aujourd'hui lundi, le vingt-cinq mai — eh bien, ce week-end, ou plutôt vendredi, le camp ukrainien a attaqué une école, un dortoir universitaire à Lougansk, et vingt et un étudiants y ont été tués.

Les Ukrainiens disent que c'était une école de drones, pour former des pilotes de drones. Franchement, ce serait l'endroit le plus idiot au monde pour installer une école de pilotes de drones. De son côté, la Russie affirme bien sûr que non, que c'était simplement une école pédagogique, une école de formation d'enseignants, et que ces futurs professeurs sont maintenant morts. Et l'Europe, elle, fait comme si tout ça n'avait jamais eu lieu, en prétendant que les frappes de représailles, venues d'Orechnik et d'autres systèmes de missiles, étaient totalement injustifiées. Je veux dire, Kaja Kallas a encore publié aujourd'hui un de ses tweets délirants. Et toute la logique derrière ça, c'est quoi ? Que la Russie serait dans une impasse sur le champ de bataille, et qu'elle terroriserait donc l'Ukraine avec des frappes délibérées sur les centres-villes. Ce seraient, selon elle, des actes abominables, du terrorisme destiné à tuer le plus grand nombre de civils possible.

Le fait que Moscou utiliserait, ou rationnerait, des systèmes de missiles balistiques de portée intermédiaire conçus pour transporter des ogives nucléaires, c'est avant tout une manœuvre politique destinée à faire peur, une forme de chantage nucléaire totalement irresponsable. Elle dit en même temps que ce sont des armes dévastatrices, qu'elles visent à tuer le plus d'Ukrainiens possible... et pourtant, on sait qu'elles ont fait quatre morts à Kiev. Franchement, comment est-ce

possible que ces gens publient de tels messages sans comprendre que ce qu'ils font, c'est simplement pousser les Russes à se rapprocher, pas à pas, d'une action vraiment extrême ? Vous pensez que c'est volontaire ? Qu'ils cherchent encore à provoquer la Russie pour, en gros, élargir la guerre comme ça s'est produit en deux mille vingt-deux ? Ou bien est-ce simplement une ignorance totale de la réalité du terrain, de la dynamique militaire actuelle ?

#Glenn Diesen

Eh bien, c'est la suite de ce récit soi-disant « non provoqué », où tout à coup, oh, comment les Russes auraient-ils pu faire ça ? Ça serait tombé de nulle part. Et si, vous savez, quelqu'un essayait d'apporter un peu de bon sens... eh bien non, en réalité, ça ne vient pas de nulle part. C'était bel et bien provoqué. Et c'est toujours la même logique : si vous dites ça, alors vous légitimez et vous soutenez les frappes russes. En d'autres termes, vous êtes du côté des Russes, et à partir de là, toute attaque personnelle contre vous devient permise. Vous êtes un défenseur de Poutine, et donc plus personne ne devrait vous écouter. En somme, on a criminalisé toute forme de dissidence.

Ces dirigeants peuvent dire toutes les absurdités qu'ils veulent, et il n'y aura aucune contestation, parce que tout leur argument repose sur l'idée que tout est « non provoqué ». Si vous dites que ce n'est pas non provoqué, ça veut dire, en gros, que vous soutenez l'ennemi. Voilà le récit dans lequel on s'est enfermés. C'est pour ça que l'eau continue de bouillir, si je puis dire, pour notre petite grenouille. Mais tu as raison sur la condamnation, ça n'a aucun sens. Pourquoi ne condamneraient-ils pas le meurtre de tous ces étudiants à Lougansk ? Pourquoi ? Ils ont frappé l'école, et ensuite ils condamnent la riposte. Quand on ne peut condamner qu'un seul camp, qu'est-ce qu'on fait, au juste ? Est-ce que c'est fondé sur des principes de droits humains, ou est-ce que c'est juste du soutien aveugle ?

Donc, quoi que fasse l'ennemi, c'est mal, et quoi que fasse notre camp, eh bien, ça n'a pas d'importance. Les condamnations ne veulent rien dire quand il n'y a plus de principes. Et comme je l'ai dit, ils continuent de parler du génocide des Ukrainiens, d'efforts pour en tuer le plus possible. Mais comment peut-on lancer six cents missiles et drones, et qu'au final quatre personnes soient tuées, si le but était vraiment de provoquer un maximum de morts ? Si vous frappez une grande ville comme Kiev, avec pour objectif de tuer le plus de monde possible, et que vous avez six cents missiles et drones à disposition, alors soit les Russes sont incroyablement inefficaces, soit, comme c'est évident, tout ça n'a aucun sens. C'est juste une façon d'alimenter la haine contre les Russes et de pousser à la guerre. Rien de plus.

#Pascal

Petite pause rapide, parce que j'ai été récemment banni de YouTube. Même si je suis de retour, ça peut très bien se reproduire à tout moment. Donc, s'il vous plaît, pensez à vous abonner, non seulement ici, mais aussi à ma newsletter sur Substack. C'est pascallottaz.substack.com. Le lien est dans la description juste en dessous. Et maintenant, on reprend la vidéo. Ce qui est vraiment

sidérant, c'est que tout ça arrive en même temps. Les Européens accusent la Russie d'avoir une intention génocidaire, alors qu'en même temps, ils sont les plus fervents soutiens du génocide d'Israël à Gaza, non ?

Là, on parle de dizaines, voire de centaines de milliers de morts dans un camp de concentration, un camp qui devient chaque jour un peu plus petit. Et tout ça arrive au moment même où ces dirigeants européens, les mêmes, ne tarissaient pas d'éloges sur la guerre d'agression menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, et qu'ils les soutenaient même. Et je pense que c'est de là que tout ça vient — ils les ont soutenus aux Nations unies, alors que c'est l'Iran qui a été condamné pour avoir riposté contre les États du Golfe. Et les dirigeants européens n'ont cessé de répéter que l'Iran attaquait sans provocation et qu'il étendait la guerre dans sa région. Et est-ce que...

#Glenn Diesen

Ma théorie, c'est qu'ils pouvaient le faire avant.

#Pascal

C'est comme ça que l'Europe a mené sa politique étrangère, avec son jargon et sa manière de faire, depuis environ cinq siècles. Ils se contentent de fixer l'agenda. Et c'est justement ça qui ne fonctionne plus aujourd'hui. Enfin... je veux dire, je n'arrive pas à regarder la guerre froide et à me dire que, déjà à l'époque, les gens faisaient des choses aussi irresponsables. Tu penses que ça a changé ces vingt dernières années ?

#Glenn Diesen

Oui, je pense que c'était l'une des malédictions du moment unipolaire, c'est-à-dire quand tout le pouvoir était concentré en Occident. J'appartiens à l'école réaliste de la théorie politique, et selon moi, les États ne se limitent pas eux-mêmes. Et c'est bien là le problème. S'il n'y a aucune contrainte... eh bien, qu'est-ce que des réalistes majeurs comme Kenneth Waltz disaient après la guerre froide ? Il disait : le principal problème maintenant, c'est de savoir comment les États-Unis vont se limiter eux-mêmes. On peut faire tout ce qu'on veut désormais. On peut lancer des guerres partout. On peut étendre des blocs militaires. Il n'y a plus de contrainte, et nous ne nous en imposons pas. C'est ce que les États ne font pas.

Alors maintenant, on va s'engager dans beaucoup d'horreurs, et avec le temps, ce qui est prévisible, c'est que les États-Unis vont finir par s'épuiser et chercher un nouvel équilibre. Mais quand je parle d'épuisement, ce n'est pas seulement le potentiel militaire qui s'épuise, c'est aussi la réputation. Regardez la réputation des États-Unis dans les années quatre-vingt-dix — elle était excellente. Et regardez où elle en est aujourd'hui. Forcément, le monde ne les voit plus de la même façon. Alors on pousse, on essaie de vendre ces faux génocides, comme au Xinjiang — ah, les Chinois feraient un génocide, ce qui est faux. Et bien sûr, on dit que les Russes essaient d'en faire un aussi, ce qui est

faux. Et on fait pareil avec les Iraniens — ah, ils auraient tué des dizaines de milliers de leurs propres citoyens, mais sans jamais fournir la moindre preuve, pas même une liste de noms.

Ils font la même chose en Ukraine. Les Russes ont emmené des milliers d'enfants. Mais si on demande : « Pouvez-vous donner les noms ? », alors tout de suite, on nous accuse de nier les faits ou de répéter la propagande russe. Du coup, plus personne n'y croit vraiment. Et pendant que toutes ces fausses informations circulent, on voit bien que nos dirigeants mènent des guerres sans fin depuis des décennies. Comme vous l'avez dit, on a soutenu le génocide à Gaza avec un certain enthousiasme. Et quand ils ont attaqué l'Iran, on a entendu des responsables comme le chancelier Scholz dire : « Les Syriens font le sale boulot à notre place. » Lors de la deuxième attaque, Scholz s'est même présenté comme le principal soutien des frappes américaines.

Nous avons alimenté une guerre civile en Syrie, provoquant la mort de centaines de milliers de personnes, juste pour installer un chef de l'État islamique. Et maintenant, avec l'aide des médias, on fait tout pour le réhabiliter. Ah, regardez, il porte un costume. C'est l'un des nôtres maintenant. Il est civilisé. Et puis, il y a aussi le soutien apporté à des groupes fascistes à Kiev. Il n'y a pas de... Où sont les principes ? Où sont les valeurs ? Je crois que les gens n'y croient plus. Et oui, donc tout ce nouveau récit, comme vous le disiez, celui de Kalas et des autres, c'est : pourquoi les Russes frappent-ils plus fort maintenant ? Parce que, selon moi, ils vont s'en prendre aux pays baltes. Je pense qu'ils vont encore accroître la brutalité en Ukraine, et ce sera terrible pour les Ukrainiens.

Et s'ils font ça, c'est parce que l'OTAN n'a cessé d'escalader, encore et encore, depuis quatre ans. On peut le constater objectivement : les armes envoyées, le ciblage, tout ça, l'implication directe... tout a augmenté, étape après étape. Et les Russes ont toujours eu ce dilemme : est-ce qu'on riposte, au risque de provoquer une Troisième Guerre mondiale, ou est-ce qu'on ne fait rien, au risque d'encourager l'OTAN ? Eh bien, maintenant, l'OTAN s'est sentie trop en confiance. Et comme vous l'avez dit, l'argument de Karaganov a fini par l'emporter : il est temps de frapper en retour. Alors, que dit l'OTAN ? « Oh, je suppose qu'il faut se retenir. » Non, ils disent l'inverse : « Les Russes sont en train de perdre, ils sont désespérés, ils réagissent dans la panique. » C'est exactement la mauvaise leçon à tirer.

#Pascal

C'est exactement la leçon inverse de celle qu'il faudrait tirer. Mais sur ce point, vous savez, je vais vous poser encore quelques questions sur votre invité dans un instant. L'une des choses les plus surprenantes pour moi cette année, c'est ce qui s'est passé avec l'Iran. D'après ma lecture, ce que l'Iran a fait, c'est qu'il a réussi à rétablir la dissuasion. Il a réussi, en fait, à montrer aux États-Unis que si vous me frappez, je garderai toujours, à tout moment, la capacité de vous frapper en retour, et pas seulement de vous blesser, mais aussi de blesser Israël dans la même mesure. Donc, arrêtez de frapper. Et après quarante jours, cette stratégie semble avoir fonctionné, même si on n'est pas encore sorti d'affaire. Mais la partie militaire du conflit s'est arrêtée. L'Iran, en étant capable d'encaisser tous ces chocs et en acceptant de sacrifier certains de ses dirigeants, a réussi à gérer cette

guerre d'agression d'une manière que je n'avais encore jamais vue. Pensez-vous que cela puisse donner à la Russie des leçons sur la façon d'aborder sa guerre avec l'OTAN ?

#Glenn Diesen

Oui, non, je pense que c'est aussi l'une des grandes leçons. D'abord, je le dis souvent, la raison pour laquelle la période actuelle est si dangereuse, c'est que les Européens montent les enchères d'une manière totalement irresponsable. Les Américains, eux, se retirent en même temps, ils laissent la guerre aux Européens. Du coup, les Européens ne peuvent plus compter sur leur soutien. Ils intensifient le conflit, ils perdent leur appui, et en plus, la Russie doit rétablir sa capacité de dissuasion. Franchement, n'importe qui avec un minimum de bon sens peut voir que ça va tourner à la catastrophe si on ne fait rien. Et bien sûr, comme vous le dites, la guerre avec l'Iran vient s'ajouter à tout ça, ce qui apporte des leçons complètement nouvelles pour la Russie, parce que l'Iran, lui, n'a pas essayé de détourner le regard en espérant éviter l'escalade.

Non, ils ont vu toutes ces attaques se produire, et ils ont montré qu'ils étaient capables de monter les marches de l'escalade face aux États-Unis. Et c'est justement parce qu'ils ont franchi ces étapes que l'Amérique est devenue plus prudente. Je veux dire, pourquoi les Américains ne détruisent-ils pas toutes les installations énergétiques en Iran ? Il y a une raison simple : s'ils le faisaient, les Iraniens riposteraient, et ils mettraient le feu à toute l'infrastructure énergétique, aux usines de dessalement dans les États du Golfe, rendant ces pays pratiquement inhabitables, les transformant à nouveau en déserts. Donc, c'est bien parce qu'ils sont prêts à aller plus loin que les Américains ne vont pas jusqu'au bout.

Alors maintenant, ils sont assis en Russie et se demandent : qu'est-ce qu'on a fait pendant ces quatre dernières années ? Parce qu'on s'est retenus. Et on lit les journaux occidentaux. Ils disent que notre retenue, c'était de la faiblesse. Qu'on a trop peur de l'OTAN. Que l'OTAN peut lancer des missiles sur notre capitale, et qu'on n'ose rien faire en retour. Et puis, ils regardent aussi vers les pays baltes. Comme ces pays participent à des attaques contre la Russie, ils se demandent : qu'a fait l'Iran ? Eh bien, quand les Américains ont attaqué, les Iraniens ont regardé d'où venaient les frappes. Elles venaient des États du Golfe.

Ils ont donc attaqué les Émirats arabes unis, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït, la Jordanie. Tous ceux qui ont participé à cette attaque sont désormais des participants à la guerre, et ce sont des cibles légitimes. Les Russes n'ont pas fait ça avec les États baltes, donc la leçon, maintenant, c'est peut-être qu'on aurait dû suivre la voie iranienne. On comprend facilement la logique derrière ça. Ce serait un peu comme si, vous voyez, quand l'Amérique est intervenue pour, disons, enlever Maduro, les Russes et les Chinois avaient envoyé des missiles au Venezuela et commencé à faire pleuvoir des missiles sur Washington. Est-ce que Washington dirait : « Oh non, c'est simplement une attaque vénézuélienne » ? Bien sûr que non. Ou, si on prend l'exemple inverse : si le Canada hébergeait des missiles iraniens pour les lancer sur des villes américaines, et qu'ensuite le Canada disait : « Oh non, non, nous sommes juste un pays neutre ».

On a simplement, vous savez, notre espace aérien utilisé par les Iraniens ? Non, ça, ça n'arriverait jamais. C'est un argument absurde. Bien sûr que les États du Golfe participent à tout ça. Non seulement ils l'ont permis, mais on a aussi appris qu'ils avaient fait un intense lobbying auprès des États-Unis, surtout les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, pour qu'ils attaquent l'Iran. Donc oui, ils sont bien des acteurs de cette situation. Et si l'Iran veut avoir une quelconque capacité de dissuasion, il doit frapper ceux qui l'attaquent. C'est la leçon qu'on voit aujourd'hui en Russie, et ça devrait relever du simple bon sens. Mais si vous le dites, on vous accuse aussitôt de soutenir, de légitimer, d'encourager des attaques contre l'Europe. Et là, ils s'en prennent à vous personnellement. Voilà la nouvelle Europe. C'est pour ça que, encore une fois, la grenouille est en train de bouillir ici. Il n'y a plus aucun espace pour le bon sens.

#Pascal

Mais ce qui est vraiment inquiétant, c'est qu'il me semble que c'est exactement ce qu'ils veulent. C'est comme s'ils disaient aussi aux Européens : les Russes vont attaquer les pays baltes, parce que Vladimir Poutine est le nouveau Hitler et qu'il va envahir toute l'Europe. Et maintenant, ils créent une situation où la Russie n'a plus qu'une seule option, celle d'attaquer réellement. Donc, en fait, on fabrique une prophétie autoréalisatrice : les attaques qui auront lieu sur le sol européen, sur le territoire de l'OTAN, viendront confirmer ce qu'ils annonçaient déjà. Et ça ne fera que souder encore plus les populations derrière l'idée d'une guerre contre la Russie. La logique dans laquelle on est rend la guerre, et une guerre terrible, presque inévitable, à mon avis. Ou bien, toi, tu vois encore une issue ?

#Glenn Diesen

Non, je ne vois plus vraiment comment on pourrait s'en sortir. On est allés tellement loin maintenant que c'est très difficile de faire marche arrière. Mais la logique, comme vous l'avez dit, devient une prophétie autoréalisatrice. C'est à partir de la Révolution orange, en deux mille quatre, que l'OTAN a commencé à pousser pour faire entrer l'Ukraine dans son orbite. Leur argument, c'était toujours : les Ukrainiens doivent être protégés de la Russie. Pourtant, à ce moment-là, la Russie ne formulait aucune menace, aucune revendication sur l'Ukraine. Et même l'OTAN reconnaissait qu'à l'époque, seulement vingt pour cent des Ukrainiens voulaient rejoindre l'Alliance. La majorité préférerait coopérer avec la Russie. Donc, on a voulu les aider à tout prix, même s'ils ne le demandaient pas et qu'il n'y avait aucune menace contre eux. Mais ensuite, bien sûr, une fois qu'on a renversé le gouvernement à Kiev, qu'on a commencé à renforcer les extrémistes d'extrême droite, à envoyer des armes, à constituer une armée par procuration, à attaquer le Donbass... eh bien, évidemment, là, on a créé une menace russe.

Et donc, on crée ce qu'on appelle une prophétie autoréalisatrice. J'ai dit la même chose à propos des États baltes. L'idée que les Russes, une fois qu'ils en auront fini avec l'Ukraine, iraient attaquer les États baltes ensuite... J'ai dit que c'était absurde. Ils n'allaient pas attaquer les États baltes, ça n'

avait aucun sens. Ils réagissaient à ce qu'ils percevaient comme une menace existentielle pour leur sécurité venant d'Ukraine. Mais aujourd'hui, ce n'est plus absurde. Quand on mène des frappes à longue portée en Russie en utilisant le territoire de l'OTAN, puis que les États baltes et probablement la Finlande participent à des attaques contre la Russie, là, je suppose qu'une riposte contre les États baltes viendra. C'est même plus probable qu'improbable. Donc, comme vous le disiez, ça crée ces prophéties autoréalisatrices. Je me souviens que James Baker avait déjà utilisé cet argument dans un article qu'il avait écrit en deux mille, en réaction à l'élargissement de l'OTAN.

Il a dit : « Bon, pendant qu'on élargit l'OTAN, il n'y a pas de menace russe. » Nous, on a répondu qu'il pourrait y en avoir une à l'avenir. En fait, il disait quelque chose d'évident : si on élargit l'OTAN, la Russie va voir ça comme une menace. Elle prendra des contre-mesures, et on se retrouvera avec une prophétie autoréalisatrice. C'était l'argument de Kennan et de beaucoup d'autres. Donc voilà ce qu'on fait. Et le problème, c'est que, justement parce que c'est ce qu'on fait, on reste enfermés dans un récit. Vous me demandez : « Qu'est-ce qu'on peut faire pour en sortir ? » Rien. Parce qu'on s'est engagés dans ce récit selon lequel on ne fait que se défendre. Que c'est une motivation impérialiste et expansionniste russe. Que rien ne se passe à cause de ce que nous, on a fait. Alors comment reculer, si on n'est même pas capables de reconnaître qu'on a fait quelque chose de mal ? Désolé.

#Pascal

C'est un peu comme un alcoolique qui a besoin d'une gorgée de plus le matin juste pour se lever. C'est comme si on avait besoin de ce qui nous détruit, de ce qui nous ruine, juste pour réussir à tenir la tête hors de l'eau. Parce que si les Européens changeaient vraiment de discours, ils devraient admettre qu'ils se sont trompés, non ? Et ça, c'est bien la dernière chose qu'ils feraient.

#Glenn Diesen

Oui, eh bien, c'est ça, le nouveau radicalisme que je vois. Parce que toute personne qui étudie la sécurité internationale et les relations internationales sait que le point de départ, quand on analyse les conflits, c'est ce qu'on appelle l'anarchie internationale. Tous ces États sont en compétition pour leur sécurité et leur puissance. Par exemple, la Chine développe de nouveaux missiles pour se protéger. Mais ça crée de l'insécurité chez les Américains. Eux vont développer encore plus de missiles, et ça va créer de l'insécurité chez les Russes. C'est ça, la compétition sécuritaire. Mais j'ai vu la ministre finlandaise des Affaires étrangères parler, c'était il y a deux ou trois jours, je crois. Et elle disait que, eh bien, l'OTAN n'est pas une menace pour la Russie, mais que la Russie, elle, représente une menace non seulement pour nous, mais aussi pour la paix mondiale.

Mais si c'est comme ça que vous voyez le monde, avec les gentils d'un côté et les méchants de l'autre... nos missiles sont bons, les leurs sont mauvais. Dans cette logique, on ne peut pas réduire la compétition sécuritaire. Ce qui a toujours été reconnu comme la voie vers la paix, c'est de se mettre à la place de l'autre, de chercher le compromis. Mais ça, vous ne pouvez pas le faire, parce que, comme on le dit, l'idée qu'un bloc militaire, le plus grand du monde, soit établi contre la Russie, et

qu'il cherche maintenant à rassembler toute l'Europe sauf le plus grand pays du continent, la Russie... évidemment, ça crée une logique de jeu à somme nulle. Ça ravive la mentalité de la guerre froide. Et pourtant... l'OTAN n'est pas une menace pour la Russie. Voilà.

C'est juste une déclaration générale. Il n'y a rien à discuter ici. Passons à autre chose. Et, vous savez, on va continuer à s'étendre. On va poursuivre notre interventionnisme illégal partout. On va s'ingérer dans les affaires intérieures de la Russie. On va entourer le pays d'infrastructures militaires. Des missiles armeront des groupes fascistes anti-russes complètement fous. On fera tout ce qu'il faut. Mais si les Russes disent que ça menace leur sécurité, alors là, c'est de la folie. Et si vous, en tant que citoyen européen, disiez la même chose, vous seriez sali, annulé, peut-être même sanctionné. Voilà où on en est. Comment peut-on faire marche arrière quand c'est ça qu'on fait ?

#Pascal

Je veux dire, on essaie clairement de vous salir. Heureusement, vous n'avez pas encore été sanctionné. Mais deux de mes compatriotes l'ont été : Jacques Baud et Nathalie Jamp. En gros, pour avoir dénoncé le colonialisme européen, et surtout le colonialisme français. Et notre collègue Jacques Baud, lui, a été sanctionné pour avoir travaillé sur les précédents historiques de toute la guerre en Ukraine, vous voyez ? Pour avoir analysé tout ça en profondeur. Mais c'est... c'est vraiment un moment effrayant, oui.

#Glenn Diesen

Eh bien, voilà. D'habitude, vous savez, la force qu'on avait souvent en Occident, c'est qu'on vit dans des sociétés ouvertes. Oui, on peut critiquer le gouvernement et ses politiques. Et grâce à ça, on peut corriger le tir. Si on suit une politique absurde, qui ne renforce pas vraiment notre sécurité, il peut y avoir une opposition. Mais là, il n'y en a pas. Regardez où on en est. On est en train de détruire l'Ukraine. On s'avance vers un risque de guerre nucléaire avec la Russie. Et puis, vous avez des gens comme Jacques Baud, qui disent sans doute que c'est une voie extrêmement dangereuse.

Il faut peut-être qu'on change de cap. Pour ceux qui ne le connaissent pas, c'est un colonel à la retraite de l'armée suisse. Il a travaillé dans le renseignement suisse, il a collaboré avec l'OTAN, et c'est un auteur extrêmement prolifique. Mais voilà, il a commis l'erreur d'arriver à la "mauvaise" conclusion. Il a soutenu que, eh bien, l'OTAN avait aussi contribué à ce problème. Et quand il dit ça, ce n'est pas parce qu'il est payé par le Kremlin. C'est parce que, si on veut trouver un compromis et mettre fin à la guerre, il faut aussi reconnaître sa propre part de responsabilité. Mais alors, comment l'Union européenne a-t-elle réagi à ça ?

Qu'est-ce qu'ils ont fait à un colonel du renseignement suisse ? Ils l'ont sanctionné. Ils lui ont coupé ses fonds, bloqué sa banque. Il n'a pas le droit de quitter Bruxelles. Il est prisonnier là-bas. Et comment c'est arrivé ? Est-ce qu'il a été reconnu coupable de quelque chose ? Non, il n'y a pas eu de procès, rien du tout. Un jour, vous vous réveillez, et votre nom est sur une liste, comme si vous

aviez fait quelque chose de mal. Et à partir de là, vous êtes soumis à ces sanctions terribles. Les gens n'ont même pas le droit de lui donner de l'argent, sinon ils violeraient les sanctions. Voilà la nouvelle Europe. Voilà ce que l'hypocrisie et la guerre permanente finissent par produire.

#Pascal

Toi et moi, on a tous les deux interviewé Matthias Desmet, non ? Probablement l'un des penseurs les plus importants, professeur de psychologie, qui a consacré une grande partie de sa carrière à étudier les formations de masse. Il a soutenu que, voilà, c'est ce qui se passe. L'Europe est dans une formation de masse. Et cette formation de masse, en gros, c'est une idéologie qui se met à pourrir de l'intérieur, et qui finit par rejeter tout ce qui ne se conforme pas, toutes les parties non conformistes de la société. Et ça empire, encore et encore. Qu'est-ce que tu penses de cet argument ? Il y a quelques autres psychologues qui disent que non, la psychologie des masses, ça n'existe pas vraiment. Qu'on s'imagine des choses, qu'on voit des schémas là où il n'y en a pas, juste des coïncidences. Mais moi, j'ai l'impression que c'est un argument très solide. Qu'on est effectivement dans une sorte de phénomène psychologique collectif. Que tout le continent, en ce moment, s'enfoncé de plus en plus dans ce processus.

#Glenn Diesen

Eh bien, c'est un argument assez étrange de dire que ce n'est pas quelque chose de réel. Parce que, vous savez, quand on regarde la psychologie ou la sociologie, un des grands thèmes, ça a toujours été la dualité de l'être humain. Oui, nous sommes des individus rationnels, mais nous sommes aussi des animaux sociaux. On s'organise en groupes pour trouver du sens et de la sécurité, et c'est comme ça que les êtres humains fonctionnent. Et à partir de là, des psychologues majeurs, comme Sigmund Freud, ont développé le concept de psychologie des foules. Ils ont mené énormément d'expériences. Par exemple, si vous prenez un groupe de dix personnes et qu'on leur demande : « Qu'est-ce que vous venez de voir ? », eh bien, c'est facile de se dire que chacun sait ce qu'il a vu. Mais si les neuf autres disent autre chose, alors le dixième finit souvent par se rallier à eux. C'est dans la nature humaine. On s'adapte, au moins en partie, au groupe.

Il y a toujours cet équilibre entre l'individu rationnel et la psychologie de groupe irrationnelle, instinctive, dont parlait Sigmund Freud. Je souligne souvent que le neveu de Freud, Edward Bernays, a en quelque sorte repris ces idées pour en faire des théories sur la manière de manipuler les gens — autrement dit, sur la façon de s'adresser à la part irrationnelle des individus en jouant sur la psychologie des foules. C'est la base même de la littérature sur la propagande politique. Quand on lit les ouvrages de Bernays, qu'on regarde ce que recouvre la propagande politique, puis qu'on écoute la façon dont nos responsables politiques s'expriment, ou ce que les médias écrivent — cette exigence de conformité de masse autour de toutes les idées, avec d'un côté les bons et de l'autre les méchants — c'est absurde. Il n'y a plus rien de rationnel là-dedans. On a abandonné la rationalité depuis bien, bien longtemps. Donc oui, je suis tout à fait d'accord avec ce que Desmet a écrit et avec ce qu'il dit.

#Pascal

Moi aussi. C'est juste que je me demande comment on peut utiliser ces réflexions maintenant pour... On ne peut pas revivre ça. On ne peut pas avoir une troisième ou une quatrième guerre avec la Russie en deux siècles. Si, en effet, les populations européennes, les pays européens, et même au sein de l'OTAN, toute la dynamique qui s'est mise en place, conduisent à une sorte de formation de masse, à une psychose collective, alors comment peut-on aider la Russie, la Chine, et tous ceux qui voudraient nous aider à éviter des millions de morts, à, disons, soigner ce patient ? C'est tellement difficile d'accepter que la guerre avec la Russie, et encore quelques millions de morts sur le continent, soit la seule façon d'en sortir. Est-ce que vous avez eu, récemment, une sorte de révélation sur ce qu'il faudrait faire ?

#Glenn Diesen

Eh bien, c'était un peu ma motivation, vous voyez, parce que je travaille simplement comme professeur à l'université. Mais c'est justement ce qui m'a poussé à lancer un podcast. J'ai vu, et je vois encore, cette conformité de masse. Il n'y a plus de voix dissidentes dans les médias. Je cite souvent ce pays, ce qui s'est passé ici. Parce qu'une fois que les Russes ont envahi l'Ukraine, notre Premier ministre a dit : « Ah non, il n'est pas question d'envoyer des armes. » Pas question d'envoyer des armes à des pays en guerre. Et maintenant, bien sûr, il a changé d'avis. Mais en plus, chaque député, sans exception, est pour l'envoi d'armes. Pas un seul ne plaide pour qu'on essaie vraiment la voie diplomatique.

Alors voilà la nouvelle logique : les armes seraient le chemin vers la paix, et la diplomatie, une forme d'apaisement. Et ce n'est pas seulement les politiciens, non, tous les médias s'y mettent. Et si quelqu'un ose dire : « Mais pourquoi ne pas parler avec l'autre camp ? », eh bien, on le traite aussitôt d'agent du Kremlin. On l'accuse de répéter la propagande russe. Rien que des attaques personnelles, aucun débat de fond. C'est devenu la nouvelle norme. Alors je me dis : qu'est-ce qu'on peut faire ? À mon avis, si on regarde la littérature sur la propagande, surtout celle écrite entre les années trente et cinquante, il en est sorti beaucoup de choses intéressantes.

Ils ont toujours insisté sur le fait que si la propagande et cette forme de psychose collective relèvent de la psychologie de groupe — c'est-à-dire que la rationalité est mise de côté au profit de techniques qui manipulent l'esprit collectif — alors l'objectif principal doit être d'encourager le débat ouvert. Vous voyez, il faut que Churchill débâte avec Staline. Que tout soit mis sur la table, qu'on ait des discussions publiques. Et ils ont toujours averti que faire l'inverse, c'est appeler à la censure. Parce que la censure, c'est une forme de propagande. Si vous dites : « Ah, l'autre camp fait de la propagande, il faut les censurer », eh bien, ça, c'est de la propagande. On ne combat pas la propagande par la censure.

C'est absurde. Mais c'est la nouvelle logique. Et, vous savez, personne ne la remet en question. C'est pareil avec l'idée de ce que veut dire « propagande ». Après que les Allemands ont utilisé leur propagande pendant la Première Guerre mondiale, le mot a pris une connotation négative. Alors on n'a même plus osé l'utiliser. On a commencé à parler de « relations publiques ». Et l'idée principale, c'était toujours : les régimes autoritaires font de la propagande, pas les démocraties. Mais c'est complètement faux. Bernays, Walter Lippmann, tous les premiers chercheurs qui ont développé les théories sur la propagande politique, ont justement expliqué que les démocraties en dépendent encore plus. Plus un régime est libéral et démocratique, plus il repose sur la propagande. Parce que... eh bien, par exemple, en Grande-Bretagne, quand on a élargi le droit de vote, il a fallu compenser ça. Parce que, maintenant, il y avait tous ces gens qui, vous voyez, n'allaient peut-être pas faire ce qu'on voulait.

Alors aujourd'hui, le besoin est encore plus grand. Si on transfère la souveraineté du gouvernement vers le peuple, il faut bien que quelqu'un gère les opinions du peuple. Donc, l'idée que dans les démocraties, on ne fait pas de propagande... ça n'a aucun sens. En réalité, elles le font souvent bien mieux, d'ailleurs. Il y a une autre étude sur la propagande pendant toute la guerre froide. Vous savez, la crédibilité de la source, c'est très important. Un message est plus convaincant quand il vient d'une source qu'on perçoit comme bienveillante, désintéressée, et... enfin, vous voyez. Mais si c'est un média d'État, là, c'est beaucoup moins convaincant. Tout le monde sait qui vous êtes, et tout le monde comprend vos motivations, surtout si vous en avez d'autres derrière.

La raison pour laquelle l'Occident a mieux réussi sa propagande politique pendant toute la guerre froide, c'est qu'on pouvait la faire passer à travers des ONG, à travers des entreprises privées. Et on fait exactement la même chose aujourd'hui. C'est pour ça que les gouvernements occidentaux dépensent des milliards dans les ONG. Parce qu'en réalité, elles servent de bras de propagande pour les États, tout en gardant la crédibilité d'organisations dédiées aux droits humains. Même si elles travaillent main dans la main avec les services de renseignement, même si tout leur financement vient de l'État. C'est de la propagande, tout simplement. Et vous savez, j'ai aussi essayé de critiquer les think tanks, qui sont financés par des structures liées à la CIA, comme le National Endowment for Democracy. Et là, j'ai reçu des lettres à mon université m'accusant d'attaquer la société civile, parce que, paraît-il, les ONG représentent la société civile aujourd'hui. Voilà où on en est. C'est complètement fou.

#Pascal

Oui. Et vous, en tant que professeur d'université, vous n'êtes pas censé critiquer ceux qui soutiennent davantage de guerre. Franchement, c'est un moment complètement fou. Et je me demande sans arrêt s'il n'y a vraiment rien à faire pour retirer à l'OTAN ce terrain de jeu qu'est l'Ukraine. Si l'Ukraine n'était pas en guerre avec la Russie, toutes ces excuses pour tirer sur la Russie disparaîtraient. Vous pensez qu'ils y réfléchissent, à la façon de mettre fin à la guerre en Ukraine, d'une manière qui ferait qu'il n'y ait plus, officiellement, d'état de guerre ?

Je veux dire, du côté russe aussi, on parle d'une « opération militaire spéciale ». Donc, pour des raisons assez malsaines, des deux côtés, on a un certain intérêt à faire semblant que ce n'est pas vraiment ce que c'est. Mais si cette guerre devait se terminer, et que la Russie se rapproche de plus en plus d'une occupation complète de tout le Donbass — ce qui, d'après ce que je comprends, est plus ou moins l'objectif militaire —, puis qu'elle crée une zone tampon et une zone de sécurité... Est-ce que vous voyez, dans l'évolution actuelle sur le champ de bataille, un espoir que cette sorte de rampe de lancement pour une agression européenne contre la Russie disparaisse du jeu ?

#Glenn Diesen

Eh bien, c'est justement ce qui pourrait mettre fin à cette guerre. Parce que, vous savez, je le dis souvent, la guerre en Ukraine reflète un phénomène bien plus large. Après la guerre froide, on avait en fait conclu des accords avec la Russie pour développer une économie inclusive, une architecture de sécurité européenne commune, afin de dépasser la logique des blocs héritée de la guerre froide. C'est ce qu'on avait convenu avec la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, en mille neuf cent quatre-vingt-dix. C'est aussi pour cela qu'on a créé l'OSCE en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze, qui est justement une architecture de sécurité inclusive. Mais quand on a décidé d'élargir l'OTAN, c'était parce qu'on avait choisi, à la place, d'aller vers une paix hégémonique, une paix qui excluait la Russie. Et c'est ce qu'on fait depuis. Et c'est un peu le même schéma qu'on retrouve dans le conflit avec les Russes, dans la guerre économique contre la Chine, et aussi dans la guerre contre l'Iran.

La répartition du pouvoir a changé. Il n'y a plus un seul centre de pouvoir, et toute l'architecture de sécurité doit être repensée. L'élargissement de l'OTAN a été la principale manifestation de ce moment unipolaire, autrement dit, de l'hégémonie collective de l'Europe. Aujourd'hui, cet équilibre a été rétabli, ou du moins, il a été contesté. Le problème, pour parvenir à un accord de paix en Ukraine, c'est que la guerre ne concerne pas seulement l'Ukraine. Elle touche à toute l'architecture de sécurité européenne. Autrement dit, il faut une sécurité de base, une sécurité fondatrice. On ne peut pas se contenter d'une sécurité contre la Russie, d'une dissuasion maximale qui fragilise sa stabilité. Il faut une approche qui prenne en compte les préoccupations de sécurité de tous. C'était d'ailleurs considéré comme l'un des grands accomplissements après la Seconde Guerre mondiale : on avait réussi à faire entrer les Français et les Allemands dans la même Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Donc, vous cherchiez la sécurité les uns avec les autres, au lieu de la chercher les uns contre les autres. C'est ce qu'on aurait dû faire après la guerre froide. Mais à la place, on a eu une paix hégémonique. L'hégémon n'est plus là, et maintenant il faut s'adapter à de nouvelles réalités. Et ça, certains commencent à le reconnaître. Le général Keith Kellogg, un russophobe s'il en est, a d'ailleurs dit un jour dans une interview : d'accord, mais si on obtient un accord de paix en Ukraine, il faut aussi se demander ce qu'on fait avec la Moldavie et la Géorgie. Parce qu'on ne peut pas simplement aller se battre là-bas aussi. Et c'était un peu tout le problème. Quand on a commencé à élargir l'OTAN, en avançant peu à peu vers l'est, voilà ce qui s'est passé : la Pologne, ce n'était pas si

compliqué, parce que tous les Polonais voulaient faire partie de l'OTAN. Il n'y avait aucune sympathie pour la Russie.

Mais quand on parle de ces pays où la société est profondément divisée, comme l'Ukraine, la Moldavie ou la Géorgie, qu'est-ce qui va se passer ? Eh bien, ils sont coupés en deux. Donc, forcément, ça risque de déclencher une guerre civile, des conflits internes. Et ensuite, bien sûr, les grandes puissances vont intervenir et s'en servir comme pions les unes contre les autres. Ce qu'on a vu en Ukraine pourrait très bien se reproduire ailleurs en Europe. C'est pour ça qu'il faut un accord plus large. Mais évidemment, si la guerre en Ukraine prenait fin, il y aurait peut-être une vraie opportunité de repenser toute l'architecture de sécurité. Quelque chose de positif pourrait en sortir. Mais pour l'instant, tout indique plutôt qu'on se dirige vers une guerre de grande ampleur.

#Pascal

Que pensez-vous de l'argument de Brian Berletic selon lequel, en gros, tout ça reste dans la logique du système que les États-Unis sont en train de mettre en place ? Vous savez, cette idée de division du travail : l'Europe serait désormais chargée de mener une guerre totale contre la Russie, pendant que les États-Unis chercheraient à s'appuyer sur les États du Golfe et sur Israël. D'après lui, les États-Unis utiliseraient Israël pour mener une guerre contre l'Iran, et eux-mêmes se prépareraient, assez vite je pense, dans cette logique-là, à une guerre totale contre la Chine. À votre avis, à quel point c'est réaliste ? Pas seulement comme concept, mais aussi compte tenu du nouvel équilibre des puissances. Parce qu'on voit bien, par exemple, qu'en Russie comme en Iran, la coalition occidentale s'est heurtée à deux murs, pas à un seul.

#Glenn Diesen

Oui, non, encore une fois, c'est l'une de mes déceptions concernant l'administration Trump. Parce que, quand il est arrivé, il parlait vraiment le langage de... enfin, en gros, le public qu'il attirait, c'était les Américains qui disaient : écoutez, la paix hégémonique, c'est fini. On ne peut pas sacrifier la république pour prolonger l'empire. Il faut faire l'inverse, il faut s'adapter à de nouvelles réalités. Et Marco Rubio a dit, si vous vous souvenez, juste après l'arrivée de l'administration Trump, il a donné une interview à Megyn Kelly, où il expliquait que, vous savez, l'unipolarité, c'est une anomalie très inhabituelle.

Tu sais, tout ça, c'est fini maintenant. On est dans un système multipolaire, et il faut s'y habituer. À l'époque, ma lecture, c'était : d'accord, que fait-on quand on s'adapte à une répartition multipolaire du pouvoir ? Eh bien, l'Amérique ne peut pas être partout. Donc, sans doute qu'il faudra se recentrer sur l'hémisphère occidental, et se concentrer davantage sur l'Asie de l'Est, là où se trouve son rival de même niveau, la Chine. Autrement dit, il faut commencer à se désengager de l'Europe et du Moyen-Orient. Il est donc logique de s'attendre à une réduction des forces là-bas. Mais ensuite, on a commencé à voir des changements. Et de plus en plus, au lieu de mettre fin, par exemple, à la guerre en Ukraine, on a l'impression qu'ils sont simplement en train de la sous-traiter.

Et voici Elbridge Colby. Il a fait un discours que j'ai trouvé intéressant. En fait, il montrait très clairement leur façon de penser : en gros, les Européens doivent s'armer. Plus d'armes, il faut pouvoir donner davantage aux Ukrainiens pour affronter les Russes. Donc, en réalité, ils confient la guerre contre la Russie aux Européens, un peu comme ils le font maintenant au Moyen-Orient. Ils cherchent qui peut combattre les Iraniens. Est-ce qu'on a des groupes kurdes, ou peut-être des groupes au Pakistan, qu'on pourrait utiliser ? Et pourquoi pas des Irakiens ? On peut aussi s'appuyer sur les États du Golfe. Et bien sûr, si on veut affronter la Chine, on ne le fait pas avec des Américains.

On essaierait d'utiliser le Japon, la Corée du Sud, Taïwan. C'est pour ça qu'on parle d'États de première ligne. Je veux dire, quand on est une puissance hégémonique stable et sûre d'elle, comme l'étaient les États-Unis dans les années quatre-vingt-dix, être un État de première ligne peut être très avantageux. On veille à votre sécurité, à votre stabilité. À l'époque, les Américains étaient les seuls à vraiment compter. Mais quand on est une puissance en déclin, qu'est-ce qu'on fait ? Eh bien, c'est le moment d'encaisser sur ces États de première ligne. Autrement dit, ce sont eux qui doivent aller se battre et mourir. En gros, ils doivent tous devenir des Kurdes, des Ukrainiens, se battre jusqu'au dernier homme pour affaiblir vos adversaires. Et je pense que c'est un argument assez clair : on voit bien que c'est exactement ce qui est en train de se passer.

#Pascal

D'une manière assez étrange, l'empire américain traverse un processus un peu similaire à celui de certaines grandes applications de sa propre plateforme numérique. Un processus que beaucoup de gens appellent « l'enshittification » : tout ce qu'on avait autrefois gratuitement devient payant, de plus en plus cher, et de plus en plus pénible, jusqu'à ce que le système finisse par s'épuiser lui-même. On en est là, non ? À ce stade du déclin impérial.

#Glenn Diesen

Oui, mais je pense que si les États-Unis voulaient vraiment faire ça, eh bien, c'est tout simplement trop tard. Et je dis ça parce que les États-Unis peuvent essayer d'étouffer d'autres puissances montantes, que ce soit par la force économique ou militaire, mais ils semblent échouer sur les deux fronts. Sur le plan économique, ils peuvent faire beaucoup de choses. Ils peuvent couper certains pays de technologies ou d'industries clés. Et on les a vus faire ça, par exemple, avec la Chine. Ils ont eu cette grande idée : « coupons-les des semi-conducteurs, et la Chine va s'effondrer ». Mais au lieu de ça, c'était trop tard. Les Chinois ont réussi, très vite, à fabriquer leurs propres semi-conducteurs. Ils ont pu atteindre une forme de souveraineté technologique. Ils peuvent se détacher des États-Unis et continuer à prospérer. Bon, il y a aussi d'autres choses qu'ils peuvent faire.

On peut couper des pays des grands couloirs de transport physiques. Et c'est ce qu'ils font parfois... Par exemple, ils détournent des pétroliers iraniens, même avant la guerre. Ils peuvent imposer des blocus à Cuba, au Venezuela. Et maintenant, ils essaient aussi de mettre en place un blocus

progressif, avec les Européens en première ligne dans la mer Baltique, en sanctionnant les navires russes et en les qualifiant de « flottes fantômes ». Du coup, ça paraît légal de les saisir ou de les détourner en pleine mer. Mais on voit bien que les Chinois et les Russes, eux, renforcent leurs armées pour résister à tout ça. En parallèle, ils développent ces grands corridors de transport eurasiens, ce qui les rend de moins en moins dépendants des routes maritimes contrôlées par les États-Unis.

Et bien sûr, enfin, il y a le volet financier. Autrement dit, ils peuvent couper des pays du système — les banques, les devises, tout ça. C'est pour ça qu'ils pensaient que l'économie russe allait s'effondrer très vite, d'ici la fin de la semaine, quand ils ont fait ça en deux mille vingt-deux. Mais au contraire, ça n'a fait qu'alimenter un nouveau système financier international parallèle. Les Chinois, les Russes... ils construisent de nouvelles banques de développement, de nouveaux systèmes de paiement, des alternatives à SWIFT. Ils commencent à commercer de plus en plus dans leurs propres monnaies. Ils se débarrassent des obligations américaines. Donc tout ça devient contre-productif. Ça ne marche pas. Et quand la guerre économique échoue, on se tourne vers la guerre réelle. Mais même là, on a vu que... c'est pour ça que ce qu'ont fait les Iraniens était si crucial.

Ils ont vaincu les Américains. Il n'y a plus rien que les Américains puissent faire maintenant. Et en Ukraine, les Russes vont finir par l'emporter. Ils vont gagner. Et cela risque aussi de provoquer l'éclatement de l'OTAN. Donc... donc il n'y a que l'escalade. Ils ont deux options : soit accepter de passer à un système multipolaire, où l'on reconnaît que les adversaires ont eux aussi des préoccupations de sécurité — autrement dit, la sécurité ne peut pas reposer sur la domination écrasante des États-Unis à laquelle tout le monde doit se plier —, il faut aussi reconnaître et prendre en compte les inquiétudes de ses adversaires. Soit on fait ça, soit on essaie de rétablir la domination par une guerre massive. Et oui, je pense qu'on s'oriente malheureusement vers cette deuxième option. Oui.

#Pascal

Oui, c'est ça. Pour moi, le vrai test, celui qui montre s'ils changent vraiment, c'est de voir quand ils vont commencer à modifier leur discours sur cette idée d'espaces neutres. Une Ukraine neutre aurait pu éviter tout ça, même en deux mille vingt-deux. Et des espaces neutres pourraient encore le faire aujourd'hui. Mais jusqu'à présent, rien de tout ça. Aucun effort de rapprochement. Peut-être juste un dernier point : on a commencé en parlant de réalisme et de ce problème fondamental, celui du moment unipolaire où rien ne limitait le pouvoir. Maintenant, il y a des limites, non ? C'est un peu comme si, désormais, il y avait des murs.

Et on a eu, il y a quelques jours, un article vraiment fascinant de Robert Kagan, le pape des néoconservateurs, qui a carrément dit : eh bien voilà, c'est fini. Nous avons perdu la guerre contre l'Iran, et de façon décisive. Et ça, c'est assez surprenant venant de quelqu'un comme lui. Mais en même temps, il n'appelle pas à la désescalade. Au contraire, il dit que, si quelque chose peut encore sauver la situation, c'est davantage d'escalade. Mais malgré tout, est-ce que tu penses qu'on arrive à

un point où les limites physiques commencent enfin à devenir évidentes ? Parce que même les capacités de production des États-Unis et de l'Europe ne suffisent plus à mener toutes ces guerres à la fois. Oui, on peut encore mettre en œuvre un génocide dans un camp de concentration en Palestine, mais ces autres guerres, c'est un tout autre niveau.

#Glenn Diesen

Eh bien, dans la théorie réaliste, je pense que la trajectoire attendue de l'Occident politique vient du fait que les États ne cherchent pas forcément à maximiser leur puissance, mais plutôt leur sécurité. Et la différence, c'est que, quand un État atteint un certain équilibre, il cesse de vouloir s'étendre. Donc, ce que j'aurais attendu après la guerre froide, c'est que l'Occident politique commence à s'étendre dans toutes les directions — c'est-à-dire élargir l'OTAN, entrer en guerre, oui, enfin, on a vu tellement de guerres depuis — jusqu'à ce qu'il soit à nouveau équilibré, que ce soit par la Chine, la Russie ou l'Iran. Et une fois cet équilibre atteint, on arrête de s'étendre, et on cherche en quelque sorte un nouveau statu quo. C'est, en gros, ce qu'un État rationnel ferait.

Le problème, c'est que je ne pense plus qu'on soit vraiment rationnels. Parce qu'en gros, ça fait plus de trente ans qu'on a une classe politique formée dans l'idée qu'on avait dépassé l'histoire. C'est la fin de la théorie de Fukuyama sur « la fin de l'Histoire ». Selon eux, notre hégémonie nous permettait de construire une paix libérale. On a mis en avant la démocratie libérale, les droits de l'homme. Et donc, ils voyaient leur domination comme un moyen d'améliorer le monde, de franchir le pont entre un passé imparfait et un avenir courageux, un monde nouveau de paix perpétuelle. Et c'est, à mon avis, là que se trouve la source de cette irrationalité.

Les réalistes, eux, partent du principe que l'État agit de façon rationnelle. Ils considèrent que, dès qu'un équilibre est atteint, on s'arrête, on accepte un nouveau statu quo. Autrement dit, on n'est pas obligé d'aimer la situation, mais on ne peut rien y faire. Prenons un exemple au Moyen-Orient : les Iraniens sont là. Si on ne reconnaît pas leurs besoins en matière de sécurité, si on ne les prend pas en compte — autrement dit, si on ne met pas fin aux sanctions paralysantes et à la menace militaire permanente —, ils fermeront le détroit d'Ormuz et s'en empareront par leurs propres moyens. De la même façon, si on ne respecte pas la sécurité de la Russie, elle réagira. Et si on ne respecte pas la Chine, elle réagira aussi.

En d'autres termes, c'est dans notre intérêt, maintenant, d'en tenir compte. Jusqu'ici, on a été équilibrés. C'est ce qu'on appellerait une décision rationnelle. Mais c'est là que se situe mon inquiétude : je me considère plutôt comme un réaliste néoclassique. Autrement dit, je vois les décideurs comme une variable intermédiaire, entre la répartition du pouvoir à l'échelle internationale et la politique étrangère. Donc, s'ils ont des loyautés de bloc, des dépendances, des rivalités internes, des engagements institutionnels ou une idéologie qui les empêche d'agir de façon rationnelle, alors là, on est dans une situation vraiment, vraiment problématique. Et ce matin, je suis tombé sur un vieil article d'Henry Kissinger, datant de mars deux mille quatorze, justement pour illustrer ce point sur la rationalité.

Il a écrit à ce moment-là — je l'ai ici — oui, c'était en mars deux mille quatorze. C'est le mois qui a suivi le coup d'État, au moment où les Russes allaient s'emparer de la Crimée. Et il écrit : bien trop souvent, la question ukrainienne est présentée comme un affrontement, selon que l'Ukraine rejoigne l'Est ou l'Ouest. Mais si l'Ukraine veut survivre et prospérer, elle ne doit pas devenir l'avant-poste de l'un contre l'autre. Elle devrait servir de pont entre les deux. L'Ouest est en grande partie catholique. L'Est est majoritairement orthodoxe russe. À l'Ouest, on parle ukrainien. À l'Est, on parle surtout russe. Toute tentative d'une partie de l'Ukraine de dominer l'autre, comme cela s'est souvent produit, mènerait tôt ou tard à une guerre civile ou à une désintégration du pays. Considérer l'Ukraine comme un élément d'une confrontation entre l'Est et l'Ouest ruinerait pour des décennies toute chance d'intégrer la Russie et l'Occident — surtout la Russie et l'Europe — dans un système international de coopération.

Donc encore une fois, c'était une réflexion rationnelle. Et quand il a avancé cet argument en deux mille quatorze, on s'est dit : oui, ça se tient. Il faut éviter d'en faire un État de première ligne. Là encore, c'est un problème de politique de blocs. Comment on évite ça ? Essayez de dire ça aujourd'hui. Si vous êtes un responsable politique, un journaliste, un universitaire, et que vous dites qu'il ne faut pas faire de l'Ukraine un État de première ligne... ah, alors là, vous prenez le parti de l'agresseur. Vous accusez la victime. C'est un argument du Kremlin. Il n'y a plus de place pour une discussion raisonnable. C'est seulement le bien contre le mal. Il faut être dans les tranchées avec nous, sinon vous faites partie du mal, vous êtes l'ennemi. Donc je pense que cette irrationalité, aujourd'hui, en Occident, c'est un énorme problème si on veut éviter une guerre de grande ampleur.

#Pascal

Oui, le réalisme ne fonctionne que dans un monde rationnel. Mais bon, il faut qu'on continue à en parler et à l'analyser, parce que je garde encore l'espoir qu'à la fin, quelque chose apparaisse qui nous permette d'éviter le pire. Et j'aimerais simplement inviter tout le monde à aller voir ta chaîne, Glenn. Je suppose que tu le sais, parce que je pense que nos publics se recoupent pas mal. Mais si vous ne connaissez pas encore Glenn, allez voir sa chaîne, Glenn Diesen, plus d'un demi-million d'abonnés. Une chaîne fantastique, avec des invités remarquables, vraiment parmi les plus importants. On y retrouve bien sûr M. Karaganov, dont on a déjà parlé, mais aussi Glenn Diesen, M. Moran... pardon, Larry Johnson, Jeffrey Sachs, Morandi, Scott Ritter... bref, vraiment tout le gratin des relations internationales contemporaines est sur la chaîne de Glenn. Glenn, y a-t-il d'autres endroits où les gens peuvent te retrouver ?

#Glenn Diesen

Je suis aussi sur Substack et sur Twitter. En fait, j'ai pas mal d'autres plateformes aussi, comme Spotify et Rumble. Et puis sur YouTube, j'ai, comme vous le savez, des chaînes traduites pour ceux qui ne comprennent pas bien l'anglais. Mais oui, principalement, ce sera YouTube et Substack.

#Pascal

Si vous regardez ceci dans une autre langue que l'anglais, sachez que Glenn a aussi Glenn Diesen en espagnol, en français, en russe, et ainsi de suite. Vous pouvez donc vous abonner dans votre langue, pour qu'on puisse parler davantage d'une politique internationale raisonnable. Et sur ce, Glenn Diesen, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Glenn Diesen

Merci, Pascal.